

H-France Review Vol. 17 (January 2017), No. 18

Catherine Collomp, *Résister au nazisme. Le Jewish Labor Committee, New York, 1934-1945*. Paris : CNRS Editions, 2016. 336 pp. Annexes, notes, bibliographie, and index. 25.00€. (cl). ISBN 978-2-271-09002-7.

Compte-rendu par Jean-Marc Dreyfus, The University of Manchester.

Le livre de Catherine Collomp comble un manque de l'historiographie du sauvetage durant la Shoah mais décrit aussi les relations peu connues développées par certains mouvements de Résistance européens avec des organisations américaines. Le Jewish Labor Committee, créé à New York par des syndicalistes juifs en 1934, apparaissait au détour de quelques ouvrages et articles mais de façon succincte, et toujours en associations avec d'autres organisations de secours. Or, de par l'importance de son action et aussi par la mobilisation politique qu'il a suscitée dans des larges cercles aux Etats-Unis, il méritait une monographie. Le manque est réparé par cet ouvrage écrit de manière dense, et fruit d'une recherche fouillée et aussi d'une parfaite connaissance de l'histoire du syndicalisme américaine dans les années 1930 et 1940. On peut lire en effet ce livre--parfois cependant insuffisamment critique envers son objet et un semblant trop laudateur--comme une pierre apportée à l'historiographie du sauvetage de Juifs pendant la Shoah, une historiographie qui a pris une importance grandissante depuis une dizaine d'années. Mais l'auteure--et cela fait la force du livre--vient d'un autre champ historique, celui de l'histoire américaine du vingtième siècle. Il s'agit aussi d'un livre sur l'histoire des Juifs américains dans les années 1930 et 1940 ; le Jewish Labour Committee, avec d'autres syndicats juifs, ayant accompagné le mouvement de ces Juifs qui étaient arrivés en masse aux Etats-Unis jusqu'en 1920, et qui passèrent du syndicalisme révolutionnaire au Parti démocrate.

L'histoire du Jewish Labor Committee n'est pas tout à fait inconnue : des travaux existaient avant la parution de ce livre, en fait plutôt des articles dans des revues universitaires. La plupart ont été écrits par Catherine Collomp elle-même, mais il faut aussi signaler les travaux de Constance Paris de Bollardièrre, publiés en français et en anglais. Les archives du JLC sont bien conservées dans les Robert F. Wagner Labor Archives de New York University. Par ailleurs, une sélection de documents du Comité a été publiée en 1993 dans l'un des volumes de la série de douze des documents de la Shoah édités par Henry Friedlander et Sybil Milton.[1]

Créé en 1934 pour lutter contre le nazisme et apporter son aide aux persécutés, le Jewish Labor Committee avait son siège à New York, à l'époque la plus grande ville juive du monde. Il fut dirigé par Baruch Charney Vladeck, qui était le directeur administratif du grand quotidien en yiddish *Jewish Daily Forward*. D'emblée, le comité se situa dans les milieux de la gauche syndicale yiddishophone, en particulier dans le secteur de la confection. Ses dirigeants étaient des émigrés d'Europe orientale et ils avaient gardé, non seulement un intérêt pour la situation en Europe, mais aussi des liens personnels. Vladeck lui-même, qui était né à Minsk en 1886, avait été un activiste du Bund. Il avait émigré aux Etats-Unis en 1908, fuyant la police tsariste. Il dirigea le Comité jusqu'à son décès en 1938 ; Adolph Held prit alors sa succession. La réunion fondatrice du Comité eut lieu le 25 février 1934 à l'Hôtel Central Plaza, dans le Lower East Side. « Plus de mille délégués représentant les organisations qui constituaient l'aile gauche des milieux laïques, juifs et syndicaux répondirent ainsi à un appel intitulé

‘Conférence du peuple contre nazisme et fascisme’ » (p. 22). Les statuts précisait que le Comité voulait soutenir les organisations ouvrières juives et non-juives, fournir des secours aux persécutés mais aussi—fait notable—combattre l’antisémitisme aux Etats-Unis même. Les dirigeants venaient majoritairement des milieux bundistes, milieux que l’historienne décrit comme « assagis » : ils étaient devenus réformistes, n’étaient plus révolutionnaires mais demeuraient des militants de la culture yiddish et restaient opposés au sionisme.

De par le nombre de ses adhérents, mais aussi de par l’importance du syndicalisme juif, le Jewish Labor Committee disposait d’un peu d’argent. Il avait aussi des liens étroits avec les grandes fédérations syndicales américaines, l’AFL et le CIO, qui étaient elles-mêmes bien introduites auprès de l’administration Roosevelt, d’où un accès à des dirigeants à Washington. Le Comité ne parvint cependant pas à infléchir les strictes restrictions posées par les autorités américaines à l’émigration des Juifs d’Europe. Mais le JLC apporta ses liens internationaux vers l’Europe, alors que les grandes centrales syndicales américaines, qui n’avaient jamais fait partie des internationales ouvrières, en manquaient cruellement. Le JLC avait des liens avec la SOPADE—la direction du parti social démocrate allemand en exil—avec les syndicats antifascistes italiens, dont certains leaders, comme Modigliani, étaient réfugiés à New York. Ces filières permirent l’acheminement de secours pour les Républicains espagnols. Les liens du Jewish Labor Committee avec les dirigeants de la gauche européenne étaient autant institutionnels que personnels.

Le JLC développa une intense activité d’information envers les ouvriers américains sur la situation en Europe et prit, à partir de 1939, une part active dans le sauvetage de syndicalistes européens. Catherine Collomp insiste sur l’oubli de l’action de l’envoyé en France du Comité, Frank Bohn, qui travailla à Marseille main dans la main avec Varian Fry, pour identifier les leaders les plus menacés, leur obtenir des visas américains et organiser leur voyage jusqu’à New York. Bohn était arrivé à Marseille avant même que Fry n’y débarquât. Les deux hommes se partagèrent la tâche : Fry s’occupait des intellectuels et des artistes, et Bohn des dirigeants des gauches européennes. Il y eut donc deux listes parallèles, celle de l’European Rescue Committee et celle de l’AFL. La seconde n’est en fait pas connue précisément (plusieurs listes existent et ne se recoupent pas) mais il est certain qu’au moins 300 personnes furent ainsi sauvées. L’action de Varian Fry a été redécouverte dans les années 1980 et est entrée aujourd’hui—glorifiée—dans les mémoires. Celle de Frank Bohn n’est presque jamais mentionnée. Le JLC réussit aussi à faire sortir de Lituanie au moins 340 personnes, via un long périple par l’Asie.

Au-delà du sauvetage d’individus, le Jewish Labor Committee s’engagea dans le soutien financier à de nombreux mouvements de résistance en Europe. Peu connue aujourd’hui fut l’aide apportée aux résistants socialistes français, par l’intermédiaire du Comité d’action socialiste (CAS) de Daniel Mayer. Ces liens furent constants durant toute la guerre et le JLC publia aussi de nombreux témoignages de résistants dans un bulletin fondé en mars 1943 *Voice of the Unconquered*. Liens personnels là encore, autant qu’affinités intellectuelles : en 1947, lors de son voyage aux Etats-Unis pour négocier des crédits à l’Etat français, Léon Blum fut reçu en grandes pompes par le JLC et accepta, tout à la fin de sa vie, d’écrire pour le *Jewish Daily Forward*. Le Comité apporta son aide à la reconstruction d’une vie juive en France après la Shoah, finançant une maison d’enfants à Brunoy. Cela est évoqué dans un bref chapitre à lire, en attendant les résultats de la recherche en cours sur ce sujet de l’historienne Laura Hobson Faure.

Le premier chapitre décrit les « Fondations » du comité, ses origines politiques et syndicales, ses fondements idéologiques mais aussi ses liens avec les grandes fédérations américaines, AFL et CIO. « La construction des liens internationaux » est décrite dans le deuxième chapitre, c’est-à-dire les liens anciens et nouveaux avec des dirigeants syndicaux européens. Le chapitre trois montre les premiers engagements antinazis du Comité, ses positions par rapport au boycott des produits allemands et, fait peu connu, l’organisation de contre-Olympiades en 1936 à New York, facilitée par l’engagement politique de Vladeck, qui avait été élu conseiller municipal de la ville. Il fut décidé, à ce moment-là, de n’aider à sauver que les militants, forgeant ainsi le concept d’« émigration politique ». Le chapitre quatre

« Trajectoires d'exil, les opérations de sauvetage », décrit l'obtention de visas pour des réfugiés en France et en Lituanie. Le chapitre cinq montre les liens avec certains mouvements de Résistance en France, à travers la figure de Paul Vignaux, professeur de philosophie médiévale à l'École pratique des Hautes Études et militant de la CFTC, arrivé à New York dès 1940. Le financement des mouvements de Résistance, grâce en particulier au soutien de l'OSS, est aussi décrit. Le chapitre six « Le feu et la cendre » détaille les relations du JLC avec la Pologne. Le Comité se montra fort bien informé du martyre des Juifs de Pologne, même s'il n'est pas sûr qu'il prit tout de suite pleinement conscience de l'ampleur de la catastrophe. Il fit parvenir de l'argent aux résistants juifs polonais (par parachutages) et aussi à la Résistance polonaise non-juive.

Dans son dernier chapitre, Catherine Collomp s'interroge sur « Les raisons d'un silence ». Pourquoi le JLC a-t-il été négligé par l'historiographie ? Est-ce dû aux difficultés de la mémoire du syndicalisme américain pendant la Guerre froide, qui a sacrifié au nationalisme et à l'anticommunisme ? Peut-être mais aussi à la difficulté de placer le JLC dans un champ historiographique précis. Le Comité était-il juif ou bien syndicaliste ? Américain ou internationaliste ? « Hormis les raisons linguistiques qui rendent difficile la lecture de ces archives et la date tardive de leur dépôt, des questions historiographiques ont pu contribuer à sa méconnaissance. Intrinsèquement transnationale, l'histoire du JLC dépasse non seulement les cadres nationaux du récit historique mais ne se borne pas non plus aux champs thématiques qui le divisent. Histoire juive ou histoire ouvrière ? Histoire américaine ou européenne ? », écrit-elle (p. 240). Catherine Collomp évoque aussi le fort cloisonnement de l'histoire syndicale américaine. J'ajouterais que l'historiographie du sauvetage—et encore plus sa mémoire—à forte dominante américaine, est aujourd'hui fort « bien-pensante », souvent décapée de ses aspérités. Elle veut conforter une image quasi-familialiste des Juifs, intégrés dans la classe moyenne et ayant une identité religieuse claire et modérée. Les engagements à gauche des leaders et des membres du Jewish Labor Committee ne répondent pas à ces demandes mémorielles très cadrées.

Résister au nazisme participe donc de plusieurs champs historiographiques, et c'est heureux. Agrémenté d'un intéressant cahier iconographique, il sera une référence utile pour des étudiants en histoire de la Shoah, en histoire des Juifs américains, mais aussi en histoire du syndicalisme. Le livre est fort clair et de lecture agréable.

NOTE

[1] Henry Friedlander et Sybil Milton, eds., *Archives of the Holocaust: An International Collection of Selected Documents* (New York : Garland Publishing Company, 1989).

Jean-Marc Dreyfus
The University of Manchester
jean-marc.dreyfus@manchester.ac.uk

Copyright © 2017 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for non-profit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.